

ON DEMANDE SI LES TRAVAUX DU PROGRAMME TRUMP PEUVENT ÊTRE DEVANCÉS ET SI LES PLANS POUR LA CONSTRUCTION DU *CARIBOU II* PEUVENT ÊTRE ENVOYÉS IMMÉDIATEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, le ministre dit que le ministre de l'Expansion industrielle régionale s'est occupé des chantiers.

La semaine dernière, je suis allé photographier les chantiers: le chantier de Lauzon, le chantier de Sorel. Ils sont complètement vides. Il n'y a pas de bateaux, il n'y a pas de travailleurs. Ce que les gens veulent, ce n'est pas du bien-être social, ce n'est pas de l'assurance-chômage, c'est du travail. Et le travail, dans les chantiers maritimes, est donné par le gouvernement fédéral.

Premièrement, le premier ministre peut-il se lever pour défendre les intérêts des Québécois et demander à son ministre de la Défense de devancer les travaux du programme TRUMP—quatre bateaux—ce qui pourrait créer plus de 6 000 emplois au Québec et, deuxièmement, assurer que Marine Atlantique envoie tout de suite les plans pour la construction du *Caribou II*? C'est cela que les gens veulent.

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, la façon décrite par le député de Montréal—Sainte-Marie est exactement celle que son gouvernement a prise avant que nous n'arrivions avec les résultats qu'on connaît, avec un brouhaha inimaginable dans le secteur des chantiers maritimes.

M. Malépart: Il y avait du travail dans les chantiers maritimes: maintenant, c'est vide.

M. Bouchard: Monsieur le Président, je le répète, la politique économique du gouvernement précédent: les Canadiens l'ont jugée. Je pense que c'est chose faite. Et avec la dette nationale et la situation économique dans laquelle on nous avait placés, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a parlé de rationaliser les chantiers maritimes. C'est ce que nous sommes en train de faire et je pense que le processus se continue et la réalité de l'emploi au Québec, encore une fois, avec les centaines de milliers d'emplois qu'on a créés, ce sont des leçons que vous devriez garder en mémoire.

* * *

• (1500)

[Traduction]

VIA RAIL

L'ACHAT DE MATÉRIEL ROULANT

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, la question que je pose au très honorable premier ministre porte sur quelque chose qui, je l'espère, ne constitue pas une autre promesse que le gouvernement n'a pas tenue. Je crois savoir que le gouvernement a décidé de ne pas acheter du nouveau matériel roulant pour VIA Rail, préférant se procurer du matériel de troisième main aux États-Unis, et qu'il entend dépenser 200 millions de dollars pour remettre en état son matériel roulant actuel. Le premier ministre pourrait-il le confirmer ou, sinon, le nier? Si c'est vrai, pourrait-il nous dire

Questions orales

pourquoi le gouvernement a décidé de retirer leur emploi à plus de 1 000 travailleurs et travailleuses de Montréal et de Thunder Bay?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le ministre des Transports a été saisi de cette affaire. Je puis assurer au député qu'il fera très prochainement une déclaration à ce sujet.

LA PROMESSE DE Doter LA SOCIÉTÉ DE NOUVEAU MATÉRIEL ROULANT

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, c'est également au vice-premier ministre que je pose ma question supplémentaire. Quand les députés ministériels étaient candidats aux dernières élections, ils ont promis de doter VIA Rail d'un nouveau matériel roulant. Le vice-premier ministre est-il en train de nous dire que le gouvernement va annoncer qu'il manquera à l'engagement qu'il a pris et réduira au chômage un millier de travailleurs de Montréal et de Thunder Bay pour une durée de un an et demi à trois ans? Est-ce cela qu'il est en train de nous dire?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le député sait vraisemblablement que depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement actuel a créé quelque 705 000 nouveaux emplois.

Je peux lui dire en outre que nous avons tenu la plupart des promesses que nous avons faites au sujet de VIA Rail et que nous avons rétabli un certain nombre de services. Nous avons acheté de nouvelles locomotives. Nous continuons d'examiner la question du matériel roulant. Le député sait pertinemment que nous avons cherché par l'entremise d'un consortium d'en arriver à un accord qui soit équitable pour tous les intéressés. La démarche n'est pas facile; elle est très coûteuse. Le député reconnaîtra, je pense, que nous allons utiliser au mieux les fonds dont nous disposons. Voilà ce que le ministre des Transports est en train de faire.

M. le Président: J'invite le député de Cap-Breton—The Sydneys à poser une question.

* * *

PETRO-CANADA

LES PRIX DE L'ESSENCE

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, hier, l'office des services publics de la Nouvelle-Écosse a ordonné dans son rapport aux sociétés pétrolières de réduire leurs prix pour l'essence, le mazout de chauffage et le carburant diesel de 2,5c. le litre. Cette décision montre que les grandes sociétés pétrolières, Petro-Canada en tête, ont imposé des prix trop élevés aux consommateurs, dans la province de la Nouvelle-Écosse du moins. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources va-t-il ordonner à Petro-Canada de réduire ses prix en proportion dans les autres provinces pour permettre à celles qui ne sont pas protégées par des offices de services publics de transmettre les économies réalisées aux consommateurs? Sinon, pourquoi pas?